



Une politique climatique internationalement coordonnée est plus importante que jamais

Un cavalier seul mettrait en péril des emplois et n'apporterait rien sur le plan écologique

Lors de la conférence climatique qui vient de s'achever à Doha, un accord prolongeant le protocole de Kyoto jusqu'en 2020 a été adopté de justesse. Cette seconde période d'engagement concerne uniquement l'UE et dix autres États, dont la Suisse, qui représentent au total 12 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Après le Canada qui a dénoncé le protocole de Kyoto il y a un an, un autre grand pays industrialisé, le Japon, a abandonné la partie.

L'économie suisse regrette le sabordage progressif de la politique climatique internationale. Elle a montré comment il est possible d'atteindre les objectifs ambitieux du protocole de Kyoto fixés pour 2012. D'une part, de nombreuses entreprises ont réduit leurs émissions de CO₂ en prenant des mesures rentables, grâce aux solutions proposées par l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC). D'autre part, la Fondation Centime Climatique a diminué les émissions de manière efficiente, par des projets réalisés en Suisse et à l'étranger.

Afin d'atteindre des objectifs de protection du climat nettement plus élevés d'ici à 2020, il faut des objectifs et des mesures coordonnés à l'échelle internationale. Un cavalier seul de la Suisse avec des taxes d'incitation élevées nuirait à la compétitivité et menacerait des emplois. Si la production est transférée dans des pays appliquant des normes environnementales beaucoup moins exigeantes, le climat mondial en pâtira. Aussi est-il important que le Conseil fédéral s'engage en faveur d'une politique climatique coordonnée à l'échelle internationale.